

Jugement N°115/19/CJ/SII/TCC

du 04 juillet 2019

Rôle Général

BJ/TCC/2018/847

Société BEST WESTERN PLUS
NOBILA AIRPORT HOTEL
(*Me Romain DOSSOU*)

C/

Mathieu KOUNOU
(*Me Eugène KOUGBLENOU*)

Opposition à injonction de payer

OBJET

REPUBLIQUE DU BENIN

TRIBUNAL DE COMMERCE DE COTONOU

SECTION II

CHAMBRE DE JUGEMENT

COMPOSITION

Président : Romain KOFFI

Assesseurs : Eric ASSOGBA et Cyprien TOZO

Ministère Public : Mario Elonm METONOU

Greffier : Louis K. HOUNGBO

Débat le 27 juin 2019 ;

Jugement contradictoire en premier ressort prononcé à l'audience publique du 04 juillet 2019;

PARTIES EN CAUSE

DEMANDERESSE :

Société BEST WESTERN PLUS NOBILA AIRPORT HOTEL, Société Anonyme au capital de 10.000.000FCFA immatriculée au registre de commerce et du crédit mobilier sous le numéro RCCM/RB/COT/14 B 11752 dont le siège social est à Cotonou, lot 132 A, quartier Gbédokpo Tél : 94 05 50 50 ;

Assistée de Maître Romain DOSSOU, Avocat au Barreau du Bénin ;

DEFENDEURS :

- 1- Mathieu KOUNNOU**, de nationalité béninoise, boucher domicilié à Akpakpa, quartier Sèlandé, C/390, maison Antoine KOUNOU, Tél : 97 74 14 80 / 95 05 44 78, Cotonou ;
- 2- Greffier en Chef du Tribunal de première instance de Cotonou ;**

LE TRIBUNAL,

Vu les pièces du dossier ;

Où les parties en leurs moyens et prétentions ;

Après en avoir délibéré ;

La Société BEST WESTERN PLUS NOBILA AIRPORT et Mathieu KOUNOU sont liés par une relation d'affaires suivant laquelle celui – ci livre de la viande à ladite Société ;

En réclamation d'une créance de 10.173.960FCFA, Mathieu KOUNOU a obtenu du Président du tribunal de commerce de Cotonou l'ordonnance n°133/2018 du 19 novembre 2018 qui enjoint à la Société BEST WESTERN PLUS NOBILA AIRPORT à payer ladite somme ;

Par acte des 19 et 26 décembre 2018, la Société BEST WESTERN PLUS NOBILA AIRPORT a formé opposition à ladite ordonnance et a attiré devant le tribunal de commerce de Cotonou, Mathieu KOUNOU pour obtenir la rétractation de l'ordonnance d'injonction de payer sus indiquée ;

Au soutien de son action, la Société BEST WESTERN PLUS NOBILA AIRPORT expose que la créance dont se prévaut Mathieu KOUNOU ne repose sur aucune pièce probante et elle ne reconnaît pas l'existence de ladite créance ;

Que la créance réclamée ne repose que sur des factures unilatérales de celui – ci et ne lui ont jamais été adressées ;

En réplique Mathieu KOUNOU développe qu'elle a effectué plusieurs livraison de viandes à la Société BEST WESTERN NOBILA AIRPORT HOTEL et est resté impayé ;

Que celle – ci lui a demandé d'adresser au cabinet Deloitte Bénin, les factures dues au titre de la période allant du 1^{er} janvier au 31 décembre 2016 en vue du paiement ;

Que ce paiement n'a jamais été effectué ;

Que la Société BEST WESTERN NOBILA ARIPORT HOTEL a offert de lui payer la somme de 5.000.000FCFA et il s'y est opposé en raison de la modicité de cette somme ;

Que les pièces qu'elle a produites justifient le montant de la créance réclamée ;

Qu'elle sollicite la condamnation de ladite Société au paiement de la somme de 10.159.960FCFA au titre de la créance principale et 5.000.000FCFA au titre de dommages – intérêts ;

Mathieu KOUNOU sollicite également l'exécution provisoire sur minute à hauteur de la moitié de la condamnation au paiement des 10.159.960FCFA ;

1- Sur la rétractation de l'ordonnance d'injonction de payer et la créance réclamée

Attendu que seul le recouvrement d'une créance certaine, liquide et exigible peut être entrepris par voie d'injonction de payer ;

Que l'ordonnance d'injonction de payer ne peut être rendue que pour une créance dont le montant est déterminé ;

Attendu qu'en l'espèce, la preuve de la transmission des factures produites par Mathieu KOUNOU à la Société BEST WESTERN PLUS NOBILA AIRPORT HOTEL n'est pas rapportée au dossier ;

Que s'il est établi que par lettre du 26 juillet 2017, cette société a demandé à Mathieu KOUNOU ès qualité directeur général de la boucherie la Victoire de produire les factures qui lui sont dues à Deloitte Bénin, aucun élément du dossier ne permet de fixer la créance du susnommé au montant de 10.173.960FCFA ;

Que la sommation de payer du 05 octobre 2018 servie par celui-ci à la Société BEST WESTERN NOBILA ARIPORT HOTEL pour un montant de 10.173.960FCFA ne suffit point à déterminer le montant de la créance réclamée ;

Qu'il n'en faut pas plus pour rétracter l'ordonnance d'injonction de payer n°133/2018 du 19 novembre 2018 ;

Mais attendu qu'il résulte de l'examen des déclarations faites à l'audience qu'en cours de procédure, Mathieu KOUNOU et la Société BEST WESTERN PLUS NOBILA AIRPORT HOTEL ont entrepris des négociations sur la détermination du montant de la créance réclamée ;

Que le principe de la créance n'est plus contesté dès lors que ladite société a déclaré tant à l'audience du 16 mai 2019 qu'à l'audience du 20 juin 2019 avoir offert de payer la somme de 4.000.000FCFA en paiement de sa dette ;

Attendu que le montant de 10.173.960FCFA relève d'une évaluation unilatérale et ne saurait dès lors être opposable à la Société BEST WESTERN PLUS NOBILA AIRPORT HOTEL ;

Que l'appréciation des éléments du dossier permet de fixer la créance de Mathieu KOUNOU à la somme de 7.500.000FCFA ;

Qu'il y a lieu de retenir ce montant au titre de la créance en principal ;

Mais attendu que la demande de condamnation à des dommages – intérêts formulée par celui-ci n'est pas suffisamment justifiée ;

Qu'il y a lieu de la rejeter ;

2- Sur l'exécution provisoire sur minute

Attendu que l'exécution provisoire peut être ordonnée en cas d'urgence ;

Que l'exécution sur minute ne peut être ordonnée qu'en cas de nécessité absolue ;

Attendu que le recouvrement diligent de ses créances participe du maintien des activités de Mathieu KOUNOU ;

Qu'il y a lieu d'accéder à la demande d'exécution provisoire dans la limite légale ;

Mais attendu que l'exécution sur minute sollicitée n'est pas justifiée ;

Qu'il n'y a lieu à exécution sur minute ;

PAR CES MOTIFS

Statuant publiquement, contradictoirement, en matière commerciale et en premier ressort ;

- Rétracte l'ordonnance d'injonction de payer n°133/2018 du 19 novembre 2018 rendue par le Président du tribunal de commerce de Cotonou ;
- Condamne la Société BEST WESTERN PLUS NOBILA AIRPORT HOTEL à rembourser à Mathieu KOUNOU, la somme de 7.500.000FCFA ;
- Rejette la demande de condamnation à des dommages – intérêts formulée par celui – ci ;
- Ordonne l'exécution provisoire à hauteur de moitié de la condamnation pécuniaire ainsi prononcée ;
- Dit n'y avoir lieu à exécution sur minute ;
- Condamne la Société BEST WESTERN PLUS NOBILA AIRPORT HOTEL aux dépens.

ONT SIGNE

LE GREFFIER

LE PRESIDENT